

Chambre des communes

39^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Débutant le 16 octobre 2007

Interventions de la députée de Saint-Hyacinthe – Bagot,
Ève-Mary Thאי Thi Lac

Débat d'urgence sur l'industrie du bétail, le 13 février 2008

Mme Ève-Mary Thאי Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):

Monsieur le Président, je suis très heureuse d'intervenir, aujourd'hui, dans ce débat d'urgence au sujet de la crise qui sévit présentement en agriculture. Je suis également très heureuse d'appuyer le député de Richmond—Arthabaska dans la présentation de sa motion et également heureuse que la présidence ait accepté d'entendre ce débat ce soir.

Je représente une circonscription dont la ville centrale, Saint-Hyacinthe, a le titre de technopole en agroalimentaire et en agriculture. Le secteur de l'agroalimentaire et de l'agriculture est cependant présentement en crise. J'ai moi-même habité et vécu dans une ferme porcine durant plus de sept années. Je suis donc très consciente de ce que vivent présentement les agriculteurs et agricultrices.

En ce moment, les revenus des producteurs porcins sont atroces. Plusieurs devront remettre les clés à la banque sous peu puisqu'ils sont présentement strangulés par les paiements. Les programmes que le gouvernement a mis en place et les sommes d'argent que le gouvernement refuse de débloquer rapidement pour aider les agriculteurs feront en sorte que plusieurs fermes devront fermer et être liquidées à court terme.

La hausse vertigineuse du dollar canadien a grandement nuit aux agriculteurs. Le prix élevé des intrants est également un facteur qui nuit beaucoup à l'agriculture. De plus, le prix très bas que reçoivent les agriculteurs depuis 16 mois ajoute à la situation catastrophique qu'ils vivent.

On sait que les sommes d'argent investies présentement dans les programmes ne proviennent pas d'argent frais, car les programmes sont recyclés. Le milieu de l'agriculture a actuellement besoin d'une aide. En raison des énormes surplus que le gouvernement conservateur a engendrés au cours des années et des surplus des années à venir, il a amplement les moyens de venir en aide au secteur de l'agriculture.

Dans le secteur bovin, la concurrence et le fait que nos voisins du Sud subventionnent outrageusement leurs producteurs rendent très difficile pour les producteurs du Québec et du Canada de rivaliser avec ces voisins. De plus, lorsque les marchés d'alimentation achètent de la viande chez nos voisins du Sud à des prix plus dérisoires, cela n'aide pas l'agriculture canadienne. Les normes ne sont peut-être pas les mêmes que celles que nous imposons à nos agriculteurs. C'est donc une concurrence déloyale que subissent directement nos agriculteurs. Aussi, il faut que le gouvernement parvienne à aider les agriculteurs victimes de ces pertes.

Ma circonscription, Saint-Hyacinthe—Bagot, a été lourdement touchée par des pertes d'emploi lors des deux dernières années: des usines de transformation porcines ont fermé et plusieurs travailleurs et travailleuses ont perdu leur emploi alors qu'il s'agissait d'emplois spécialisés. Dans le contexte actuel, ce n'est pas facile pour eux de se retrouver un emploi, surtout dans une région où 25 p. 100 des emplois générés sont directement liés à l'agriculture et à l'agroalimentaire.

C'est une chose que je défendrai bec et ongles puisque, comme je vous l'ai dit, c'est un secteur d'activité très important pour ma circonscription.

(1920)

De plus, le Québec ne touche pas sa juste part des versements. Les agriculteurs du Québec ont un manque à gagner de plus de 150 millions de dollars. D'ailleurs, le rapport déposé hier par la Commission Pronovost exhorte le gouvernement fédéral à redonner au Québec sa part pleine et entière.

Depuis tout récemment, je siège au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, en compagnie mon collègue de Richmond—Arthabaska. J'ai eu la chance, la semaine dernière, de demander au président de l'Association canadienne des éleveurs de porcs, M. Schlegel, s'il avait reçu un accusé de réception et quelle réponse il avait reçue à la lettre qu'il a envoyée au premier ministre au sujet de l'aide urgente demandée pour les agriculteurs. Or il n'a pas reçu de réponse. Le premier ministre n'a pas encore répondu à sa lettre. C'est un affront fait aux agriculteurs et aux agricultrices, qui travaillent très fort. Ils ont besoin d'une aide immédiate. L'aide annoncée présentement sera accessible autour du mois d'avril. Les agriculteurs ont besoin maintenant de ces sommes d'argent.

On doit s'attendre à voir bientôt, sur la Colline, des producteurs et des productrices qui manifesteront leur écoeurement de la situation. Le député de Richmond—Arthabaska et moi-même serons à leurs côtés, et nous appuierons leurs revendications. Je ne le ferai pas seulement parce que je suis une élue du Parlement, mais parce que j'ai personnellement vécu de l'agriculture pendant plusieurs années. Je me sens donc directement concernée. Comme je l'ai déjà dit, je représente une circonscription où l'agriculture est très présente.

Un rapport unanime, déposé au Comité permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire, fait des recommandations et propose des façons de pallier rapidement la crise que vivent les agriculteurs et les agricultrices. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi le gouvernement ne débloque pas immédiatement les fonds. Je dis bien « immédiatement ». Les agriculteurs et les agricultrices ont besoin de ces sommes d'argent immédiatement. Le gouvernement a les moyens de le faire; il a les moyens et il a la possibilité de le faire.

Personnellement, je crois que le gouvernement conservateur est de mauvaise foi. J'irai sur le terrain et je continuerai à dire à mes agriculteurs de se battre. Je leur dirai aussi que je serai à leurs côtés dans cette lutte primordiale pour la survie de l'agriculture, tant au Québec qu'au Canada. On a toujours dit qu'un des besoins essentiels d'un individu est de se nourrir. Toutefois, la crise agricole qui sévit partout au Canada met en péril le besoin primordial de se nourrir.

(1925)

[Traduction]

L'hon. Carol Skelton (Saskatoon—Rosetown—Biggar, PCC):

Monsieur le Président, durant le débat que nous avons eu au Comité de l'agriculture, le député de Malpeque n'a cessé de soutenir qu'il fallait laisser tomber complètement nos obligations dans le cadre de l'OMC et mettre en place des formules d'aide au secteur agricole sans nous préoccuper des conséquences catastrophiques des mesures compensatoires que cela entraînerait. Les représentants de ce secteur nous ont dit et répété que ce serait tragique.

La députée peut-elle nous parler des conséquences catastrophiques que des mesures compensatoires auraient sur ce secteur, ou est-elle d'accord avec le député de Malpeque à ce sujet?

[Français]

Mme Ève-Mary Thäi Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):

Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question. Le gouvernement conservateur est présentement au pouvoir. Je répéterai ce qu'a dit mon collègue de Richmond—Arthabaska. J'en ai un peu soupé d'entendre mes collègues d'en face nous ramener les propositions des libéraux par rapport à leur désengagement. Ce sont les conservateurs qui sont présentement au pouvoir et qui ont la capacité de venir en aide aux agriculteurs.

Le Bloc québécois demande effectivement que le gouvernement réponde aux besoins des agriculteurs. Comme mon collègue de Richmond—Arthabaska l'a si bien mentionné plus tôt, on convient parfois des positions de nos collègues de l'opposition, toutefois, en premier lieu, j'invite le gouvernement à agir rapidement dans cette crise.

[Traduction]

M. Paul Steckle (Huron—Bruce, Lib.):

Monsieur le Président, j'apprécie sincèrement la passion avec laquelle la députée de Saint-Hyacinthe—Bagot est intervenue dans ce débat ce soir.

En tant qu'agriculteur et producteur de porc moi-même, je partage certains des sentiments qu'elle a exprimés, mais je trouve incroyable qu'un gouvernement au pouvoir depuis deux ans n'ait pas encore été capable de tenir bon nombre des engagements qu'il avait pris.

Comme ils sont acculés à la faillite, beaucoup d'agriculteurs, dans ma circonscription et dans celle de ma collègue aussi probablement, sont obligés d'aller travailler à l'extérieur pour essayer de maintenir leur exploitation en activité. Mais quand ils périclitent, quelles sont les répercussions sur la collectivité, les écoles, les églises et les petites entreprises locales? La députée peut-elle nous parler des retombées sociales que cela entraîne pour les petites collectivités?

(1930)

[*Français*]

Mme Ève-Mary Thaï Thi Lac (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):

Monsieur le Président, l'impact social est énorme. Effectivement, c'est une des choses que l'on constate dans nos circonscriptions. Je représente une circonscription où il y a 27 municipalités. Dans la plupart de celles où l'agriculture est omniprésente, on assiste effectivement à un exode de la population vers les grands centres. Comme le député l'a si bien mentionné, il n'y a pas d'emplois.

Il y a une chose aberrante. Souvent, au Québec, les fermes fonctionnent grâce aux membres de la famille qui y travaillent. Lorsqu'il n'y a plus d'emploi pour un membre de cette famille, qui a parfois de minimes parts dans l'entreprise ou qui a un lien de parenté avec son employeur, il fera une demande d'assurance-emploi afin de combler ses pertes de salaire, mais il se verra refuser l'admissibilité aux prestations d'assurance-emploi parce que son employeur et lui sont apparentés ou parce qu'il a de légères parts dans l'entreprise familiale.

Nos agriculteurs et nos agricultrices vivent alors une double injustice. De plus, cela nuira énormément à la relève en matière d'agriculture. On n'aura bientôt plus de relève.